


Organisateur	Partenaires		
 <p><b>CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'AUDE</b></p> <p>Maison des Collectivités 85 avenue Claude Bernard BP 90102 11022 CARCASSONNE Cedex</p>	<p><b>CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU GARD</b></p> <p>281 Chemin du Mas Coquillard 30900 NIMES</p>	<p><b>CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA LOZERE</b></p> <p>2 Bis Boulevard Théophile Roussel 48000 MENDE</p>	<p><b>CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'HERAULT</b></p> <p>Parc d'Activités d'Alco 254 rue Michel Teule 34184 MONTPELLIER Cedex</p>
	<p><b>CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES LANDES</b></p> <p>Maison des Communes 175 Place de la Caserne Bosquet BP 30069 40002 MONT DE MARSAN</p>	<p><b>CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE des PYRENEES-ORIENTALES</b></p> <p>6 rue de l'ange - BP 901 66901 PERPIGNAN</p>	<p><b>CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA HAUTE VIENNE</b></p> <p>55 rue de l'ancienne école normale d'instituteurs BP 339 87009 LIMOGES CEDEX</p>
	<p><b>CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA CORREZE</b></p> <p>Résidence Clémenceau – 1 rue des Récollets – 19000 TULLE</p>		

# CONCOURS DE GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE

**MERCREDI 26 JANVIER 2011**

La réponse, à partir d'un texte remis aux candidats, à des questions sur la compréhension de ce texte et l'explication d'une ou plusieurs expressions figurant dans ce texte.

Durée : 1 heure

Coefficient : 2

## LES REGLES DU JEU RESTENT TROUBLES ENTRE FLICS ET INDICS

### RAPPEL

Le grand public l'a découvert après les émeutes de Villiers le Bel, à l'autonomie dernier : désormais la police a parfaitement le droit de payer les informateurs qui lui permettent d'élucider une affaire difficile. Prévu par la loi Perben II en 2004, le procédé a été réglementé par un décret paru en janvier 2006. Utilisée pour identifier ceux qui avaient blessé par balle les policiers dans ce quartier sensible, la technique a également déjà servi dans notre région, notamment lors d'enquêtes portant sur d'importants trafics de drogue. Reste que le système français est encore loin d'être parfait, et que les relations restent souvent ambiguës entre policiers, gendarmes et indics.

« C'est un jeu dangereux mais il est passionnant » avoue cet enquêteur de la gendarmerie. « On est à la frontière entre deux mondes avec des fascinations de part et d'autre. Et maintenant qu'on peut payer, on accroche des affaires qu'on n'aurait jamais pu sortir avant. » Depuis ces derniers mois, la pratique est devenue réalité dans notre région.

Plusieurs enquêtes judiciaires, déjà conclues ou toujours en cours, ont été déclenchées grâce à des informateurs qui seront payés. La Loi Perben II et ses décrets d'applications ont en effet offert aux services de police et de gendarmerie ce qui était jusqu'ici l'apanage des douaniers. Même si l'échelle des tarifs n'est pas la même. « Pour une grosse affaire, on pourra obtenir 3000 €, voire 5000 € pour l'informateur. On est loin des 15 % de la valeur de la marchandise saisie que peuvent offrir les douaniers. ».

Selon les règles définies jusqu'ici, ce n'est qu'une fois l'affaire conclue, et les auteurs du crime ou délit identifiés, que l'argent sera effectivement versé à l'indicateur. Lequel doit désormais être inscrit dans un fichier informatique codé par algorithmes. « Il n'y a que moi et l'agent traitant qui peuvent faire la connexion entre le numéro et l'identité réelle de l'indicateur », explique ce chef de service d'enquêtes judiciaires. « J'encourage d'ailleurs mes hommes à enregistrer le nom de leurs indicateurs dans ce fichier. C'est la seule garantie qu'ils ont en cas de problème. ».

Car les relations entre flics et voyous restent toujours complexes, et parfois étonnantes. Surtout aux yeux de certains magistrats, quand différents services s'intéressent aux mêmes cibles. Des écoutes téléphoniques peuvent ainsi se révéler troubles, voire troublantes. D'autant que ce n'est pas toujours l'appât du gain qui motive les indicateurs et notamment ceux qui intéressent le plus les enquêteurs : les individus qui sont immergés dans les milieux criminels voire qui en sont des membres actifs.

« Certains nous renseignent en nous demandant d'autres services en échange », raconte un policier. « Ça peut être d'obtenir des papiers pour un proche, ou une intervention sur une procédure judiciaire qui les vise. Mais leur but peut être aussi d'éliminer un concurrent dans leur propre milieu, ou même de se venger d'un ennemi, pour des raisons privées. » D'autant que sur le plan pécunier, les ressources qu'offre aujourd'hui l'Etat peuvent paraître totalement dérisoires. « Que pèsent nos quelques milliers d'euros pour des trafiquants qui comptent en centaines de milliers ? », s'interroge un officier de police judiciaire. A l'arrivée, le jeu des informateurs reste fort dangereux, dans un monde où la mort fait partie des risques du métier. Reste ce constat, dressé par un enquêteur des stup qui a recruté de nouveaux indicateurs grâce à la loi Perben II : « Certains nous ont ouvert les yeux sur les quantités de drogue qui inondent notre région On ne se doutait pas jusqu'ici que même pour la cocaïne et l'héroïne, les trafiquants, ici, raisonnent à la tonne. ».

A partir d'un texte remis aux candidats, il s'agira de répondre à des questions portant sur la compréhension de ce texte ainsi que sur l'explication de mots et expressions figurant dans ce même texte.

**A – VOCABULAIRE**

**8 points**

1°) Expliquez les mots et expressions suivants (en gras et soulignés dans le texte) :

- élucider (1 point)
- ambiguë (1 point)
- (exercer) une fascination (1 point)
- un décret d'application (1 point)
- l'apanage (1 point)
- immergés (1 point)

2°) Donnez un synonyme de :

- sensible (1 point)

3°) Donnez un antonyme de :

- dérisoires (1 point)

**B – COMPREHENSION DU TEXTE**

**12 points**

1°) Crimes et délits : en quelques lignes, vous préciserez ce qui différencie spécifiquement ces deux atteintes à l'ordre public et à la loi. (3 points)

2°) Comment comprenez-vous la loi Perben II ? (3 points)

3°) Quelles sont, à votre avis, les avancées réelles mais aussi les limites évidentes de cette loi ?

Vous développerez votre réflexion dans un ensemble argumenté et structuré d'une quinzaine de lignes environ et vous terminerez par un avis personnel. (6 points)